



La CFDT s'insurge contre l'instrumentalisation par le gouvernement la fraude aux arrêts maladie et demande une table ronde sur le sujet.

Véronique Descacq, secrétaire nationale chargée de la protection sociale, a vivement réagi à l'annonce de l'instauration d'un jour carence supplémentaire pour les salariés du privé en arrêt maladie et de la création d'un jour de carence pour les fonctionnaires. Selon elle, *« après la taxe sur les complémentaires santé, les ponctions sur le budget de l'assurance-maladie, les ponctions sur les allocations familiales et les allocations logement... le gouvernement s'en prend directement aux salariés malades sous couvert de lutte contre la fraude »*.

En effet, pour la CFDT, *« il faut pourchasser et punir la fraude dans un système de solidarité »*, mais *« il est inacceptable de désigner tous les salariés comme des fraudeurs potentiels »*. D'autant plus que la fraude *« doit être recherchée là où elle se trouve : dans le travail non déclaré (9 à 15 milliards d'euros), ainsi que chez les praticiens complaisants qui déshonorent leur profession »*, alors que les indemnités journalières ne représentent que 2,5% du budget de la Sécurité sociale.

Populisme

La secrétaire nationale s'indigne *« qu'au cœur de la crise que nous traversons, le gouvernement choisisse le populisme et la dénonciation calomnieuse plutôt que la solidarité et la cohésion sociale »*. En effet, il est indigne de la part du gouvernement de transformer les salariés en *« bouc-émissaire quand on refuse de remettre en cause les exonérations sur les heures supplémentaires (4 milliards d'euros) et qu'on laisse prospérer des paradis fiscaux qui détournent des dizaines de milliards d'euros à l'échelle de la France. »*

C'est pourquoi la CFDT demande *« le retrait immédiat des mesures qui s'en prennent à la santé de nos concitoyens »* et exige la réunion d'une table ronde avec les partenaires sociaux pour envisager les moyens efficaces d'une lutte contre la réalité de la fraude.